

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Une tâche pressante parmi les autres (*Boris Souvarine*). — Projet de programme de l'Internationale Communiste. — La question du front unique et du gouvernement ouvrier (*Alix Guillaïn*).

L'occupation de la Ruhr et la lutte du prolétariat allemand (*Kate Pohl*). — Chronique internationale : Pologne (*Z. Leder*). — Bibliothèque communiste.

Une tâche pressante parmi les autres

L' Parti Communiste, qui n'existe vraiment que depuis deux mois à peine, doit simultanément faire face à plusieurs tâches essentielles : agiter et tenir en haleine l'opinion ouvrière contre l'impérialisme français en action dans la Ruhr, barrer la route aux saboteurs du communisme chassés de notre parti, organiser fortement un parti définitivement communiste, résister à la répression gouvernementale, lutter pour l'amnistie, soutenir les ouvriers en lutte pour leurs revendications immédiates, travailler à réaliser un front unique de toutes les forces prolétariennes...

C'est beaucoup pour un parti communiste né depuis peu. Il ne faut pas s'attendre à nous voir triompher rapidement de tous les obstacles et nous ne prétendons pas accomplir notre besogne à une allure vertigineuse. Mais il est déjà beau que le Parti ait pu aborder toutes ses tâches sans en délaisser une seule, et soit entré dans son immense labeur de la meilleure façon souhaitable, sans commettre d'erreur profonde.

Entre tant de devoirs qui le pressent, le Parti a le souci de remplir énergiquement celui de faire l'éducation communiste de ses membres, de cette génération révolutionnaire « née de la guerre » qui semble vouée au combat et destinée à porter les coups mortels au régime bourgeois. Dans ce domaine comme dans tous les autres, il a tout à faire, n'ayant rien reçu de l'ancien parti en héritage.

Mais plus l'œuvre est lourde, plus résolument nous l'entreprendrons. La Librairie de l'*Humanité* est déjà au travail et active ses éditions. Le problème est de susciter dans le Parti une activité parallèle tendant à l'utilisation des matériaux que la Librairie met à sa disposition. Pour la résoudre, il faudrait l'initiative

de tous nos militants responsables de Paris et de la province, recourant à cent moyens pour diffuser la littérature communiste, incitant les indifférents à la lecture, créant des bibliothèques, formant des cercles d'études et d'éducation.

Cette initiative, disons-le brutalement pour forcer l'attention de nos camarades à se fixer sur une question d'une telle importance, a fait jusqu'à présent presque complètement défaut. Quand elle s'est manifestée, elle n'a généralement pas été assez tenace. Le fait est qu'il existe peu de bibliothèques communistes, peu de cercles d'études, et que nos éditions sont de faible tirage.

Les anciens dirigeants du Parti s'inquiétaient peu de cet état de choses, insupportable à des communistes. Leur intérêt était de gouverner une masse aveugle, d'autant plus docile à leurs entreprises personnelles qu'elle était moins apte à former son propre jugement. Croit-on, par exemple, qu'un développement de la culture communiste dans le Parti aurait permis un spectacle comme celui que présenta le Congrès de Paris : une grande partie des délégués applaudissant Frossard quand celui-ci leur dit, en substance, qu'il se moquait du Parti et de l'Internationale depuis deux ans, et qu'il ne savait pas lui-même ce qu'il voulait ?

Dans le Parti tel qu'il est aujourd'hui, dans une section de l'Internationale Communiste où les intellectuels sont au service du prolétariat et travaillent à rendre celui-ci, ou son avant-garde, apte à se conduire lui-même, la préoccupation d'élever le niveau de culture communiste des adhérents tient naturellement une grande place. Quant au travail qui rendra effective cette élévation, il exige la collaboration de tous les camarades de bonne volonté. La Direc-

tion du Parti ne peut suffire à tout ; elle doit donner au plus grand nombre possible de collaborateurs bénévoles la possibilité de la seconder.

L'ancien parti socialiste n'avait pour ainsi dire rien fait pour l'éducation de ses membres. Ce sont des éditeurs bourgeois qui ont publié les ouvrages fondamentaux du socialisme, répondant ainsi à l'intérêt réel et à la curiosité superficielle qu'une partie de la bourgeoisie témoignait aux idées nouvelles à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci. Et le parti ne faisait rien pour diffuser cette littérature dans le prolétariat. Le tirage moyen des livres de Marx, d'Engels, de Lassalle, est d'un millier d'exemplaires. Quelques travaux de vulgarisation ont atteint des tirages de dix mille exemplaires, et ils sont rares, la quasi totalité de ces volumes est détenue par la bourgeoisie intellectuelle et n'est d'aucun profit à la classe ouvrière, pour le salut de laquelle les œuvres furent conçues.

Les anciens partis socialistes, il est vrai, ont édité d'excellentes brochures dont quelques-unes, celles de Guesde, sont de premier ordre. Mais des brochures ne suffisent pas à former des cerveaux communistes : elles ne peuvent que précéder des lectures plus substantielles. Les anciens membres du Parti ouvrier français, nourris presque exclusivement des brochures de Guesde et de Lafargue où ils trouvaient des réponses toutes prêtes aux questions qu'ils se posaient mais qui ne pouvaient leur donner réponse à tout, ces anciens membres du « pof », bien pourvus de formules mais démunis de méthode d'interprétation révolutionnaire des faits, sont passés dans leur grande majorité dans le camp de la bourgeoisie, en même temps que les universitaires dreyfusards et les petits bourgeois jauréssistes auxquels ils s'opposaient violemment quelques années plus tôt. Le Parti Communiste, le seul parti révolutionnaire du prolétariat, est formé pour la plus grande part d'éléments nouveaux.

Ces éléments nouveaux, nous devons les éduquer mieux que nos anciens n'ont fait de leurs élèves. Sous le rapport de l'édition, grâce à la Révolution russe et à l'Internationale communiste, nous ne faisons pas vilaine figure après deux années de travail seulement. Les œuvres principales de Lénine et de Trotsky sont publiées ou en cours d'impression. La *Maladie infantile du Communisme* s'est vendue déjà à 4.300 exemplaires, *Terrorisme et Communisme*, un gros volume, à 2.070 exemplaires. Les autres ouvrages de ces deux auteurs ont été vendus à 1.500 exemplaires. Il faut se rappeler, comme point de comparaison, que la première édition de la *Commune de Paris* de Marx, tirée à un millier d'exemplaires il y a plus de 20 ans, de lecture très facile, et touchant de près le public français, est épuisée depuis quelques semaines seulement.

Nous ferons certainement mieux encore, par notre travail systématique, — mais l'édition

n'est qu'une partie de la tâche à accomplir. L'autre partie incombe aux organisations, qui doivent assumer automatiquement la diffusion d'une certaine quantité de toute édition communiste nouvelle, qui doivent créer des groupes de travail et, partout où c'est possible, des cours méthodiques.

Nous ne nous proposons pas, dans ce premier et très court article, de traiter la question au fond. Nous voulons seulement appeler l'attention du Parti et rappeler aux militants qui auraient propension à l'oublier que la Librairie de l'*Humanité* travaille pour eux, leur forge d'excellentes armes pour vaincre les bourgeois, les dissidents et autres « résistants ». Nous espérons, en pressant tous nos camarades à s'instruire, les aider à se délivrer des pseudo-intellectuels qui dissimulent leur crétinisme à force de bagout, et qui sont une des plaies du mouvement ouvrier, comme la dernière crise du Parti l'a prouvé.

Le développement de la culture communiste nettoiera le Parti des intrus du genre de ce rédacteur du *Pêle-Mêle*, Méric, qui croit sincèrement que le calembour est la plus haute expression de l'intelligence, et qui a pu empoisonner impunément le Parti pendant des mois. L'ouvrier tant soit peu nourri de pensée marxiste saura à quoi s'en tenir quand il demandera à un Méric de lui exposer les origines de la Révolution française, par exemple, et qu'il l'entendra débiter avec assurance l'histoire du Collier de la Reine. C'en sera fini de l'agaçante imposture de ce genre de zéros qui trompent les « élémentaires » avec leur faux nez d'intellectuels.

L'objection courante suivant laquelle les livres sont trop coûteux ne tient pas : l'ensemble des œuvres essentielles nécessaires à la formation d'un militant communiste — nous ne disons pas d'un savant — représente une dépense qui, effectuée graduellement, est à la portée de tous. L'autre objection classique, disant que les livres de doctrine sont d'une lecture trop difficile, ne tient pas davantage. Naturellement, celui qui ouvre un livre de doctrine ne doit pas s'attendre à l'avalier comme un roman. L'étude du communisme scientifique exige de l'attention, un effort soutenu, du travail en un mot ; celui qui n'est pas capable de fournir ce travail ne sera pas un militant communiste digne de ce nom.

Selon la belle expression de Marx : « Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés ».

Boris SOUVARINE.

P. S. — Le journal des « résistants » a fait exactement comme nous l'avions prévu dans notre avant-dernier numéro. Nous le constatons, satisfait d'avoir été clairvoyant. Et nous avons été largement récompensé par le fou-rire que nous a procuré l'article épiléptiforme du rédacteur du *Pêle-Mêle* passé aux « résistants ».

Projet de Programme de l'Internationale Communiste

I. — L'Esclavage Capitaliste

CARACTERISTIQUE GENERALE DU CA- PITALISME COMME SYSTEME D'EXPLOI- TATION.

- a) Production pour le marché et la propriété individuelle ;
- b) Monopole des moyens de production ;
- c) Le pouvoir étatique, organisation au service de la classe dominante ; monopole de la force armée ;
- d) Monopole de l'instruction ;
- e) Salariat et exploitation du travail ;
- f) L'ouvrier, esclave salarié.

CONTRADICTION INTERNE DU DEVE- LOPPEMENT CAPI- TALISTE :

- a) L'anarchie de la production, la concurrence, les crises ;

- b) La lutte de classes ;

- c) La lutte du capitalisme pour l'hégémonie : les guerres ;

- d) La concentration du capital accuse les contradictions du capitalisme ;

Actuellement le globe presque tout entier se trouve sous la domination du capital.

Cette domination est basée sur la propriété individuelle et la production pour le marché, c'est-à-dire la production des marchandises. Le monopole des moyens de production ainsi que des moyens de répartition de ces marchandises est aux mains d'un groupe infime de personnes, constituant la classe des capitalistes. Il assure à cette classe un pouvoir illimité sur des millions de prolétaires qui, privés de moyens de production, sont forcés de vendre leur force de travail. La bourgeoisie consolide sa domination économique par sa domination politique, à savoir par son organisation étatique qui met à sa disposition exclusive la force armée et tous les moyens de contrainte physique. En outre, elle consolide sa domination dans le domaine intellectuel par le monopole de l'instruction, qui se trouve tout entière aux mains des capitalistes. La classe ouvrière, qui constitue une majorité de plus en plus forte de la population, est ainsi une source inépuisable de profit pour la bourgeoisie qui exploite son travail. Pressurée économiquement, opprimée au point de vue politique et intellectuel, elle est l'esclave du capital.

Dans sa course après la plus-value, la bourgeoisie a été obligée de développer sans relâche les forces de production et d'étendre de plus en plus sa domination capitaliste. Mais elle n'a pu empêcher de se manifester, de plus en plus redoutables, les vices fondamentaux qui mènent fatalement le régime capitaliste à sa ruine.

La domination de la propriété individuelle engendre l'anarchie de la production qui, n'étant pas réglée par une force consciente, se développe aveuglément sans système aucun. Cette anarchie trouve son expression : d'une part dans la lutte acharnée que se livrent entre eux les différentes entreprises et les divers groupes d'entrepreneurs, dont la concurrence provoque un immense gaspillage de forces ; de l'autre, dans des crises périodiques, résultat inévitable du développement incohérent de la production, qui entraînent une destruction des forces productrices et réduisent au chômage des masses innombrables de prolétaires.

A l'anarchie de la production, s'ajoutent les antagonismes de classes. Basée sur l'exploitation de l'immense majorité de la population par une infime minorité, la société capitaliste est divisée en deux camps hostiles et la lutte des classes remplit toute son histoire.

La lutte du capitalisme pour l'hégémonie détermine une forme particulière de concurrence entre les Etats capitalistes et trouve son expression finale dans les guerres qui, au même titre que les crises économiques et le chômage, sont un des attributs essentiels du capitalisme.

Basée sur le développement des forces de production, le progrès de l'économie capitaliste a pour conséquence obligée la suppression, par la concurrence, des forces économiques pré-capitalistes, la ruine d'une partie de la classe paysanne, la disparition graduelle des petits métiers, la défaite économique du petit et du moyen capital, la mise à sac et l'exploitation impitoyable des pays coloniaux. Ce processus engendre d'une part l'accumulation du capital et sa concentration entre les mains de quelques multimillionnaires, de l'autre un accroissement formidable du prolétariat, qui se trempe à la dure école capitaliste et que toutes ses conditions de vie transforment en un ennemi mortel de la bourgeoisie et de l'ordre de choses bourgeois.

La concentration du capital et l'extension du régime capitaliste accusent de plus en plus, et dans un domaine toujours plus vaste, les vices fondamentaux du capitalisme. La concurrence entre les petits capitalistes ne cesse que pour faire place à la concurrence entre les grands ; elle s'apaise entre les grands capitalistes pour se réveiller entre des associations gigantesques de millionnaires et leurs gouvernements respectifs ; les crises embrassant une série de pays, deviennent des crises mondiales ; les guerres locales font place à des guerres de coalitions et à des guerres mondiales ; la lutte de classes ne se borne pas aux actions éparses de groupes isolés d'ouvriers ; elle devient une lutte nationale, et enfin la lutte internationale du prolétariat universel contre la bourgeoisie universelle.

e) *L'organisation des forces adverses ;*

L'exaspération fatale des rapports entre les classes est accompagnée du groupement des forces de chacune des classes adverses. D'une part, la bourgeoisie capitaliste s'organise en associations ou ligues, consolide son pouvoir étatique, rassemble ses organisations en un bloc armé et menace, de l'autre, la classe ouvrière unie et cimentée par le mécanisme même de la production capitaliste, crée des organisations puissantes, qui tôt ou tard se transforment en instruments de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie et sa principale citadelle, le pouvoir étatique.

f) *L'effondrement inévitable du capitalisme ;*

Ainsi donc, le développement du capitalisme accentue inévitablement toutes ses contradictions internes jusqu'à rendre, en fin de compte, son existence impossible. Le prolétariat est la force vive qui renverse la puissance de la bourgeoisie ; secouant le joug millénaire sous lequel il est courbé, il anéantit le régime du capital et organise l'économie socialiste rationnelle, dont les prémisses ont été créées par le capitalisme lui-même. Les conditions qui rendent viable la nouvelle forme sociale appelée à succéder au capitalisme sont : la concentration des moyens de production ; le développement prodigieux de la technique capitaliste ; le travail collectif, incarné avant tout dans le prolétariat lui-même ; l'épanouissement de la science, fille du capitalisme ; l'extension des organisations ouvrières qui fourniront un premier noyau d'organiseurs à la nouvelle société.

g) *Les prémisses de la nouvelle société.*

LA DERNIERE ETAPE DU CAPITALISME:

Les dernières dizaines d'années de la domination du capital sont caractérisées par des traits spéciaux qui ont aggravé à l'extrême ses contradictions intérieures et provoqué la crise de la guerre mondiale de 1914.

a) *Le caractère mondial du capitalisme ;*

Le capitalisme est devenu mondial ; il est devenu la forme économique qui s'est assujéti toutes les autres formes sur toute la surface du globe.

b) *Le monopole caractère du capitalisme contemporain ;*

A la place des innombrables entrepreneurs privés luttant les uns contre les autres et s'entre-dévorant par la concurrence, ont surgi de formidables ligues de rois de l'industrie (syndicats et trusts), frappés à leur tour par les institutions bancaires. Cette nouvelle forme du capital, où le capital bancaire fusionne avec le capital industriel, où, par l'intermédiaire des banques, la grande propriété foncière s'allie à la grosse industrie, où les vrais maîtres de l'heure sont une poignée d'individus monstrueusement riches, oligarchie financière quasi-héréditaire revêt un caractère monopolisateur nettement marqué. La libre concurrence qui avait remplacé le monopole féodal se transforme elle-même en monopole du capital financier.

c) *Les nouvelles formes et l'exaspération de la concurrence ;*

Cette organisation du capital, essentiellement monopolisatrice, unissant fréquemment des groupes de bourgeoisie appartenant à des domaines économiques différents, amène une transformation profonde des formes de concurrence. L'ancienne méthode consistant dans l'abaissement des prix fait place de plus en plus à la force brutale qui se manifeste à l'intérieur de chaque pays, par le boycottage et les autres formes de contrainte, dans les rapports internationaux, par l'établissement de tarifs protectionnistes élevés, par l'adoption de mesures prohibitives aboutissant à de véritables guerres douanières, et enfin par l'emploi de la force armée entre Etats rivaux. Deux faits principaux contribuent puissamment à exaspérer à l'extrême la concurrence économique internationale : d'une part, le partage des colonies entre les grands Etats capitalistes ; de l'autre, l'exportation sans cesse croissante du capital, d'où résulte inévitablement une tendance à l'occupation par la force du territoire sur lequel cette exportation est dirigée.

d) *L'Etat du capital financier : l'impérialisme, le militarisme ;*

e) *Les centres d'oppression capitaliste : les Etats sans indépendance économique, les colonies ;*

f) *Les forces anticapitalistes (classes ouvrières, colonies). Les freins (aristocratie ouvrière, social-démocratie, etc.).*

g) *L'exaspération des antagonismes et la guerre de 1914, début de l'effondrement du capitalisme.*

LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE ET LE COMMENCEMENT DE L'ECROULEMENT DU CAPITALISME.

a) *Les dépenses de guerre et la destruction des forces de production ;*

b) *La désorganisation de la circulation internationale ;*

c) *L'émancipation progressive des colonies ;*

d) *Nouvelle répartition du revenu public amoindri ;*

e) *L'exacerbation de la lutte entre les groupes oligarchiques impérialistes ;*

f) *Aggravation de la lutte entre les colonies et les métropoles ;*

g) *Aggravation de la lutte*

Dans cette situation, l'Etat et sa force armée acquièrent pour la bourgeoisie une importance exceptionnelle. La politique du capital financier est essentiellement et au plus haut degré une politique de rapine qui, pour arriver à ses fins, doit recourir à un développement monstrueux de l'armée, des flottes maritime et aérienne et de tous les moyens de destruction. Les progrès formidables du militarisme, à leur tour, sont une des raisons qui rendent la concurrence internationale encore plus aiguë et déterminent en fin de compte d'effroyables guerres d'extermination.

La concentration du capital à l'échelle mondiale a amené ainsi la formation de puissants trusts capitalistes nationaux, de grandes puissances financières capitalistes, véritables centres mondiaux d'oppression capitaliste, de pillage, d'exploitation et d'asservissement pour des masses innombrables de prolétaires, de demi-prolétaires et de paysans. De ces grandes puissances dépendent directement ou indirectement les Etats bourgeois de second ordre qui vivent de leurs aumônes. Enfin les colonies, qui comptent des centaines de millions de travailleurs exploités, sont devenues un champ de pillage pour les Etats capitalistes qui les ont asservies.

Contre les forces puissamment organisées du capital financier, deux forces principales se dressent : d'une part, les ouvriers des Etats capitalistes, de l'autre, les pays coloniaux courbés sous le joug du capital étranger. Mais cette tendance révolutionnaire fondamentale est temporairement paralysée par le fait qu'une partie importante du prolétariat européen et américain s'est laissé corrompre. Recevant du pillage des colonies et des pays semi-coloniaux une plus-value supplémentaire, la bourgeoisie des pays impérialistes en profite pour élever le salaire des ouvriers de la métropole, qu'elle intéresse ainsi à la spoliation des colonies et dont elle fait des serviteurs dévoués de la « patrie » impérialiste. Cette corruption systématique s'est particulièrement manifestée dans l'aristocratie ouvrière, chez les dirigeants de la classe ouvrière, dans la social-démocratie et les syndicats, transformés en instruments dociles de la bourgeoisie.

L'acuité de la rivalité pour les colonies entre les grandes puissances capitalistes a déchaîné la guerre mondiale de 1914. Cette guerre a ébranlé à tel point les bases de l'économie capitaliste, elle a tellement aggravé la situation de la classe ouvrière, détruit tant d'illusions impérialistes au sein du prolétariat, qu'elle a ouvert une nouvelle ère : celle de la désagrégation du régime économique capitaliste.

La guerre de 1914-1918 a entraîné une destruction des forces de production sans exemple dans l'histoire ; une immense quantité de moyens de production et la main-d'œuvre humaine la plus productive ont été anéantis ; en outre, une grande partie des forces vives ayant été affectées à la fabrication de produits sans valeur de consommation, il en est résulté une dépense d'énergie inutile et une perte considérable de richesses. Les efforts des trusts capitalistes nationaux pour compenser ce gaspillage par le perfectionnement des forces d'organisation (subordination des ligues d'entrepreneurs privés à l'Etat, autrement dit capitalisme d'Etat), n'ont fait qu'intensifier la lutte entre les Etats.

La désorganisation de la circulation internationale et du système de division internationale du travail, les perturbations des règlements financiers entre particuliers et entre Etats, le déséquilibre des changes, l'endettement formidable des Etats : tous ces résultats de la guerre ne font qu'accentuer encore la désorganisation de l'économie capitaliste mondiale.

Les systèmes économiques impérialistes subissent des modifications essentielles du fait que les pays coloniaux et semi-coloniaux, profitant de l'affaiblissement des Etats impérialistes, obtiennent une plus grande indépendance économique. C'est là un fait qui sape les bases de la prospérité des métropoles et aggrave également la crise générale.

Tous les faits fondamentaux précités de la période de guerre et d'après-guerre trouvent leur expression dans un abaissement du revenu public. L'abaissement du revenu public provoque à son tour une exacerbation de la lutte pour sa répartition entre les différentes oligarchies financières qui se font concurrence, entre les colonies et les métropoles et enfin entre la bourgeoisie et le prolétariat, auquel tendent à se rallier les groupes sociaux intermédiaires qui ont particulièrement souffert de la guerre.

h) *Extrême instabilité du régime du capitalisme ;*

LA RUPTURE DU FRONT IMPERIALISTE ET L'EPOQUE DE LA REVOLUTION SOCIALE.

a) *La révolution de novembre, premier chaînon de la révolution internationale ;*

b) *Les autres révolutions ;*

c) *Importance de la Russie soviétiste ;*

d) *Les forces de la contre-révolution (la Social-Démocratie) ;*

e) *Les Partis Communistes et l'Internationale Communiste.*

Dans son ensemble, la situation du capitalisme après la guerre est marquée par une extrême instabilité dans toutes les sphères de la vie économique, politique, sociale et même intellectuelle et culturelle ; en effet, sur le fond de la crise générale apparaissent les signes manifestes d'une profonde désagrégation idéologique de la bourgeoisie : le retour à la religion, au mysticisme, à l'occultisme, etc., annonce clairement l'imminence de la ruine de la civilisation bourgeoise.

L'exacerbation de la lutte de classes qui avait commencé déjà pendant la guerre a amené la rupture du front unique de l'impérialisme dans son secteur le plus vulnérable, en Russie. Ainsi, la révolution opérée en novembre 1917 par le prolétariat russe, qui grâce à des conditions particulièrement favorables a renversé le régime bourgeois, a inauguré cette révolution internationale dont elle est devenue le premier chaînon.

Les insurrections prolétariennes qui ont suivi la révolution russe et qui, après un triomphe passager, se sont terminées par la défaite du prolétariat (Finlande, Hongrie, Bavière) ou ont été arrêtées à mi-chemin par la trahison de la social-démocratie, dressée contre le communisme révolutionnaire (Autriche, Allemagne) ont été des étapes dans le développement général de la révolution internationale, étapes au cours desquelles se sont évanouies les illusions bourgeoises du prolétariat et se sont concentrées les forces de la révolution communiste.

C'est pour cela précisément que le fait même de l'existence de la Russie soviétiste, centre organisateur du mouvement prolétarien universel, revêt une importance exceptionnelle sur le globe, constitue par son régime opposé par principe au régime capitaliste un coin enfoncé dans le système capitaliste mondial. D'autre part, elle est le détachement le plus solide du mouvement prolétarien, car en Russie la classe ouvrière a à sa disposition tous les moyens, toutes les ressources de l'Etat.

Dans le développement de la révolution internationale, la social-démocratie avec les syndicats qu'elle dirige, est devenue le facteur contre-révolutionnaire le plus important. Elle ne s'est pas bornée à trahir pendant la guerre les intérêts des ouvriers en soutenant dans chaque pays « son » gouvernement impérialiste ; elle a soutenu les traités de rapine (Brest-Litovsk, Versailles), elle a prêté une aide effective aux officiers pendant la répression sanglante des insurrections prolétariennes (Noske), elle a combattu par les armes la première république prolétarienne (Russie), elle a vendu le prolétariat arrivé au pouvoir (Hongrie). Elle est entrée dans l'association de brigandage qui a nom la « Société des Nations » (Thomas). Elle s'est rangée ouvertement du côté des maîtres contre les esclaves des colonies (Labour Party). Ainsi donc la social-démocratie est la dernière réserve de la société bourgeoise, son plus ferme rempart.

La disparition des illusions impérialistes au sein de la classe ouvrière soustrait le prolétariat à l'influence de la social-démocratie et prépare un terrain favorable au développement des Partis Communistes qui au cours de la lutte s'unissent en la grande communauté des ouvriers révolutionnaires qui a nom l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste doit tirer l'humanité du chaos et de la misère, ainsi que de la désorganisation effroyable où elle se trouve plongée dans la période actuelle de désagrégation du capitalisme.

Elle doit la sauver des nouvelles guerres folles et monstrueuses dans lesquelles la bourgeoisie est prête à anéantir avec ses canons les restes de sa civilisation, et la conduire dans une nouvelle voie, hors de laquelle il n'y a que mort et que ruine.

II. — L'émancipation du travail et le régime communiste

Le but final auquel tend l'Internationale Communiste est le remplacement du régime capitaliste par le régime communiste. Préparé par toute l'évolution économique, le régime communiste est, pour l'humanité, la seule issue, car seul il détruit les vices fondamentaux du système capitaliste qui mène fatalement l'humanité à sa ruine.

Abolissant la propriété privée des moyens de production qu'il socialise, le régime communiste remplace la force naturelle et désordonnée de la concurrence, le développement incohérent de la production sociale

a) *Suppression de la propriété privée, de l'anarchie de la production, de la concurrence, des guerres ;*

b) *Suppression de l'anarchie sociale, des classes, de la lutte de classes ;*

c) *Suppression de l'exploitation, de l'Etat, de la domination et de la contrainte ;*

d) *L'instruction générale ;*

e) *La croissance des forces de production ;*

f) *Organisation de l'économie et de la science !*

g) *Augmentation de la prospérité et progrès de la civilisation ;*

h) *Caractère de la civilisation communiste et union de l'humanité.*

par son organisation rationnelle et systématique. En même temps que l'anarchie économique et la concurrence, il supprime également les guerres. Le gaspillage fantastique des forces de production et le développement convulsif de la société font place à la mise en œuvre méthodique de toutes les ressources et à un développement économique paisible, régulier, normal.

Le communisme supprime également la division de la société en classes, c'est-à-dire supprime en même temps que l'anarchie économique, l'anarchie sociale. Les classes en lutte les unes contre les autres sont remplacées par la grande communauté des travailleurs. Les immenses dépenses improductives suscitées dans les sociétés divisées en classes par la lutte des hommes les uns contre les autres disparaissent et l'énergie ainsi libérée est employée à combattre la nature, à développer la puissance humaine.

La suppression de la propriété individuelle et des classes entraîne la suppression de toute exploitation des hommes les uns par les autres. Le travail cesse d'être un labeur pour les autres ; il n'y a plus de pauvres ni de riches. En même temps disparaissent également les organes de la domination des classes et, en premier lieu, l'Etat. Incarnation de la domination d'une classe, l'Etat disparaît à mesure que disparaissent les classes. Et cette disparition amène la disparition progressive des forces de contrainte.

L'abolition des classes est accompagnée de la suppression du monopole de l'instruction. Tout enseignement, y compris l'enseignement supérieur, est accessible à tous. Dans cette situation, toute domination d'un groupe d'hommes sur d'autres devient impossible et l'humanité devient une vaste pépinière pour la formation et la sélection des talents et des génies dans tous les domaines de la civilisation.

La croissance des forces de production n'est plus entravée par aucune barrière sociale. La propriété individuelle, les patentes, les brevets d'invention, les calculs intéressés, l'obscurantisme des masses artificiellement entretenu, les énormes dépenses improductives : rien de tout cela n'existe dans la société communiste.

L'union de la technique et de la science, l'organisation scientifique de la production, une comptabilité publique basée sur la statistique, l'utilisation de toutes les possibilités économiques (cultures appropriées aux régions, concentration, utilisation maxima des forces de la nature), assurant au travail son maximum de productivité et libèrent ainsi une quantité considérable de l'énergie humaine, qui pourra être appliquée au développement de la science.

Le développement des forces de production ouvrira à toute l'humanité, dans la société nouvelle, de larges possibilités d'augmenter son bien-être et, par suite, d'atteindre à un niveau de civilisation sans exemple dans l'histoire. Cette ère nouvelle de la civilisation où l'humanité se trouvera enfin unie pour la première fois, après la suppression de toutes les frontières nationales, sera basée sur des rapports nets et pratiques entre les hommes. Elle fera définitivement s'évanouir le mysticisme, la religion des préjugés et les superstitions, et donnera une impulsion puissante au développement des facultés rationnelles qui permettront à l'homme de vaincre la nature.

III. — *Le renversement de la Bourgeoisie et la lutte pour le Communisme*

1° CARACTERISTI- QUE GENERALE DE LA PERIODE DE TRANSITION.

Entre le régime communiste et le régime capitaliste s'étend une longue période remplie par les luttes, les victoires et les défaites du prolétariat, une période de décadence du capitalisme, de guerres nationales, d'insurrections coloniales, de concurrence armée et « pacifique » des Etats capitalistes contre des Etats socialistes naissants ; une période comportant des accords temporaires entre systèmes économiques opposés, et des luttes à mort. Enfin, au triomphe complet du prolétariat et à la consolidation de son pouvoir mondial, conquis dans la lutte, les privations et les souffrances, succédera l'époque de construction. La diversion des conditions du processus révolutionnaire, la diversité de types

des nouveaux rapports en formation seront incontestablement les traits distinctifs du développement social durant cette longue période de transition. Ce n'est que lorsqu'elle aura accompli sa mission historique que la société de transition commencera à se transformer en société communiste.

2° LA DICTATURE DU PROLETARIAT, CONDITION INDISPENSABLE DE LA LUTTE POUR LE COMMUNISME.

a) *Nécessité de la dictature du prolétariat ;*

b) *Destruction de l'Etat bourgeois par les organes de la lutte de classe prolétarienne ;*

c) *Les Soviets forment l'Etat du prolétariat ;*

d) *La démocratie bourgeoise et la dictature ;*

Ainsi donc, la condition indispensable de la transformation de la société capitaliste en société communiste, le point de départ sans lequel tout progrès ultérieur de l'humanité est impossible est le renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois et la prise du pouvoir par la classe ouvrière : cette dernière se donne pour tâche première l'écrasement de ses ennemis et la consolidation du nouveau régime. La dictature du prolétariat : tel est le postulat fondamental du progrès social.

La conquête du pouvoir par le prolétariat n'est autre que la destruction de l'appareil étatique bourgeois par les organes de lutte du prolétariat et l'organisation par ce dernier du nouveau pouvoir de la classe prolétarienne.

En règle générale, la forme la plus rationnelle de l'Etat prolétarien, comme l'a montré l'expérience des révolutions russe et hongroise qui a considérablement élargi l'expérience de la Commune de Paris, est la forme soviétiste. C'est le type soviétiste, surgissant directement du mouvement des masses, qui assure l'activité la plus grande de ces masses et par suite les chances les plus nombreuses de la victoire finale.

L'Etat soviétiste est en opposition tranchée avec la démocratie bourgeoise qui a toujours été une forme masquée de la dictature de la bourgeoisie. Sous la dictature de la bourgeoisie, les organisations de masse des ouvriers ne sont, dans le cas le plus favorable, que tolérées ; dans la démocratie prolétarienne, elles sont partout le principal appui et les organes mêmes de l'Etat prolétarien.

Contrairement à la démocratie bourgeoise, l'Etat soviétiste reconnaît ouvertement son caractère de classe et se propose ouvertement d'écraser les exploités, dans l'intérêt de l'immense majorité de la population.

Tandis que la démocratie bourgeoise, laissant intact le monopole de la classe capitaliste sur les moyens de production, et sur toutes les richesses matérielles de quelque importance, réduit par là les droits des ouvriers à une simple fiction, l'Etat soviétiste avant tout réalise les conditions de ces droits en assurant matériellement la liberté de la classe ouvrière, la possibilité de fonctionnement des organisations ouvrières, etc.

La démocratie prolétarienne, pour la première fois au monde, réalise l'égalité des citoyens indépendamment du sexe, de la race, de la religion et de la nationalité, égalité qui n'existe dans aucun pays capitaliste.

Réalisant la démocratie la plus large au sein de la société des travailleurs, la démocratie prolétarienne et ses organes se tiennent proches des masses, qu'ils font participer à l'administration de l'Etat. Le droit de soumettre les députés à de nouvelles élections et de les rappeler, la réunion du pouvoir exécutif et législatif, le système d'élection basé non sur l'unité territoriale, mais sur l'unité économique (usine, atelier, etc.) : tout cela constitue une différence profonde entre la république bourgeoise parlementaire et la dictature du prolétariat.

La classe ouvrière, guide et avant-garde de tout le reste de la masse laborieuse, et en premier lieu de la masse paysanne, doit fatalement dans les premiers temps consolider sa direction par certains privilèges qu'elle s'accorde à elle-même. Ces privilèges doivent disparaître graduellement, au fur et à mesure que le reste des travailleurs, et à leur suite les autres citoyens, se transforment sur la base des nouveaux rapports sociaux.

La partie essentielle de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière est la destruction du monopole de la bourgeoisie sur les armes et la concentration de ces armes entre les mains du prolétariat. Le désarmement de la bourgeoisie et l'armement du prolétariat doivent être les pierres angulaires de la lutte du prolétariat contre ses ennemis.

De même l'organisation de la force armée, organisation fondée sur une discipline révolutionnaire rigoureuse, doit être effectuée sur la base du principe de classe qui correspond à toute la structure de la dictature prolétarienne et assure le rôle dirigeant au prolétariat industriel.

Le prolétariat victorieux utilise le pouvoir qu'il a conquis, d'une part pour écraser la résistance de ses ennemis et assurer le maintien de la domination de la classe ouvrière, malgré les attaques de la bourgeoisie ; d'autre part, il applique cet instrument de vie encore concentrée à

e) *Suppression du monopole de la bourgeoisie sur les armes et concentration des armes entre les mains du prolétariat ;*

f) *Organisation de la force armée.*

3° EXPROPRIATION DES EXPROPRIATEURS ET SUPPRESSION DU MONOPOLE

DE LA BOURGEOISIE SUR LES MOYENS DE PRODUCTION.

l'expropriation des expropriateurs, c'est-à-dire à la refonte révolutionnaire, tout d'abord des rapports économiques, puis de tous les autres rapports sociaux. Cette expropriation est réalisée sous forme de « confiscation », des moyens de production qui sont transmis à l'Etat prolétarien.

Dans ce domaine, l'Internationale Communiste met en avant les mesures fondamentales suivantes :

1° Expropriation des grandes entreprises industrielles, des transports, du service de liaison (télégraphe, téléphone), des stations électriques, etc. ;

2° Nationalisation prolétarienne des grands domaines, qui doivent être remis aux organes de la dictature prolétarienne ; remise aux paysans d'une partie des terres, en particulier de celles qui étaient cultivées par des paysans en qualité de fermiers et de métayers. Cette remise d'une partie des terres à la classe paysanne est une mesure rationnelle au point de vue économique ; elle est motivée également par la nécessité de neutraliser la classe paysanne et, conséquemment, par l'importance sociale et politique de cette classe ;

3° Nationalisation prolétarienne des banques. Remise à l'Etat prolétarien de toute la réserve d'or, des actions et obligations, etc... Garantie des intérêts des petits déposants. Centralisation des banques, subordination de toutes les grandes banques à la Banque Centrale de la République ;

4° Nationalisation et municipalisation du commerce de gros ;

5° Annulation des dettes d'Etat ;

6° Monopole du commerce extérieur ;

7° Monopolisation par la classe ouvrière des imprimeries et des journaux les plus importants.

Dans l'application de ces mesures, il est nécessaire de tenir compte des principes suivants :

La nationalisation ne doit pas, en règle générale, s'étendre à la petite et à la moyenne propriété. Tout d'abord parce que le prolétariat, maître du pouvoir, n'aura pas, dans la première période de sa dictature, une quantité suffisante de forces organisées pour organiser la liaison des petites et des moyennes unités de production ; ensuite parce que le prolétariat ne doit pas s'aliéner les groupes sociaux intermédiaires. Le prolétariat victorieux doit savoir distinguer entre les branches qui se prêtent à une direction centralisée et régulière et celles qui ne peuvent être qu'un poids mort entre ses mains. Ces dernières doivent être abandonnées à l'initiative privée.

Le passage du capitalisme au socialisme ne peut s'effectuer d'un seul coup. C'est pourquoi, dans les premiers temps, sont non seulement admissibles, mais même parfois obligatoires, des formes et des méthodes d'administration et d'organisation en apparence capitaliste : stimulants individuels au travail, paiement aux pièces, système de primes, paiement en espèces, forme capitaliste de calculation et de comptabilité, etc.

Le prolétariat doit être particulièrement attentif et prudent dans la question des rapports entre la ville et la campagne et faire en sorte de ne pas enlever aux paysans les mobiles individuels d'action.

La lutte pour l'expropriation des expropriateurs exige qu'il soit judicieusement tenu compte de tous les éléments de cette lutte.

La grande bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers ainsi que la plupart des officiers subalternes et supérieurs sont pour la classe ouvrière les ennemis les plus irréductibles : elle doit mener contre eux une lutte implacable. L'utilisation des forces d'organisation de ces catégories de la population n'est possible qu'après la consolidation de la dictature du prolétariat et l'écrasement définitif des complots et insurrections des exploités.

La question des intellectuels techniciens a une importance considérable pour la révolution prolétarienne. Réprimant résolument toute action contre-révolutionnaire émanant de ces derniers, mais tenant compte en même temps de la nécessité absolue d'utiliser les talents des spécialistes, le prolétariat doit éviter soigneusement tout acte portant un préjudice économique aux intellectuels, surtout à ceux qui ont déjà fortement souffert de la guerre.

A l'égard de la classe paysanne, la tâche du Parti Communiste consiste à gagner à sa cause une masse considérable de paysans. Etablissant une distinction rigoureuse entre les diverses catégories de paysans et tenant compte de l'importance de chacun de ces groupements, le pro-

4° LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET LES CLASSES.

a) La bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers ;

b) Possibilité d'utilisation de leur force d'organisation ;

c) Les intellectuels techniciens ;

d) Neutralisation de la classe paysanne ;

e) *Organisation des paysans pauvres ;*

f) *La petite bourgeoisie urbaine ;*

g) *Les organisations prolétariennes et l'Etat prolétarien.*

5° SUPPRESSION DU MONOPOLE BOURGEOIS DE L'INSTRUCTION.

a) *Le monopole de l'instruction enlevé à la bourgeoisie ;*

b) *Préparation de cadres prolétariens qualifiés ;*

c) *Relèvement du niveau culturel du prolétariat ;*

d) *La lutte contre la religion.*

6° SUPPRESSION DU JOUG IMPÉRIALISTE ET ORGANISATION D'UNIONS LIBRES D'ETATS PROLÉTAIENS.

a) *Droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes ;*

b) *Libération des colonies ;*

c) *Unions de Républiques soviétistes ;*

d) *Lutte contre les partis capitalistes et possibilité de compromis ;*

létariat victorieux doit soutenir par tous les moyens les éléments pauvres et semi-prolétariens de la classe paysanne, en leur donnant une partie des terres des seigneurs, en facilitant leur défense contre le capital usurier, etc... Le prolétariat doit paralyser les couches moyennes en leur laissant en propriété personnelle leurs terres, bétail, instruments de culture, et repousser vigoureusement toute agression des paysans riches qui font bloc avec les grands propriétaires fonciers. Dans cette lutte, le prolétariat doit s'appuyer sur des groupements de paysans pauvres, dirigés par le prolétariat agricole, dans les pays où les salariés agricoles sont en grand nombre.

La petite bourgeoisie urbaine, perpétuellement hésitante entre la réaction la plus effrénée et le prolétariat, doit également être neutralisée dans la mesure du possible. On y arrivera en lui laissant son avoir, en lui accordant la liberté économique, en l'aidant à combattre le crédit usuraire, etc.

Dans tous ces domaines, les organisations les plus diverses du prolétariat (coopératives, syndicats, etc..., et enfin le Parti) doivent être effectivement des organes du pouvoir prolétarien. Ce n'est que si elles soutiennent sans réserve leur pouvoir et sont animées d'une volonté unique de classe, ce n'est que s'il est dirigé par le Parti, que le prolétariat pourra remplir son rôle d'organisateur de toute la société dans la période la plus critique de l'histoire de l'humanité.

Enlevant à la classe capitaliste le monopole des moyens de production, la classe ouvrière doit également enlever à la bourgeoisie le monopole de l'instruction, c'est-à-dire s'emparer de tout l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur.

Une des tâches les plus importantes du prolétariat est la préparation dans l'industrie (ingénieurs, techniciens, organisateurs, comptables, etc.), dans la science, dans l'art militaire, etc., de spécialistes recrutés parmi la classe ouvrière. Ce n'est qu'en tirant sans cesse de son sein des cadres nouveaux que le prolétariat deviendra véritablement la force qui dirigera la construction de la nouvelle société.

En outre, l'Internationale Communiste doit assumer la tâche du relèvement culturel des masses prolétariennes ; elle doit leur donner l'éducation politique, elle doit relever leur niveau technique, elle doit les former au travail collectif et combattre chez elles les restes de préjugés bourgeois, etc.

La campagne contre les préjugés bourgeois et la superstition, implique principalement une propagande anti-religieuse qui doit être menée avec tact et circonspection, surtout dans les catégories de travailleurs chez qui la religion a poussé des racines profondes.

Le principal appui des gigantesques Etats impérialistes est représenté par le rapport artificiellement établi entre les colonies et les semi-colonies, les Etats nationaux et les métropoles impériales. C'est pourquoi, dans la désagrégation du régime capitaliste comme dans la construction socialiste, les questions coloniales et nationales jouent un rôle d'une importance exceptionnelle.

Dans ce domaine également, menant une politique diamétralement opposée à celle de la bourgeoisie et de la social-démocratie, l'Internationale Communiste soutient les thèses fondamentales suivantes :

1° Droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes jusques et y compris le droit de se séparer complètement de l'Etat auquel elles sont incorporées pour former un Etat distinct. Ce principe est obligatoire et doit être posé comme revendication dans les Etats bourgeois où il sert de moyen de lutte contre l'impérialisme ; il doit être reconnu également sous le régime de la dictature du prolétariat, où il représente un moyen de vaincre la méfiance nationale engendrée par des siècles de régime bourgeois ;

2° Libération des colonies et soutien de tous les mouvements coloniaux dirigés contre le capitalisme. Si un Etat prolétarien possède des colonies léguées par le régime précédent, ces dernières ont le droit de se séparer de lui ;

3° Unions de Républiques soviétistes, tout d'abord sous forme de fédérations.

Comme la prise du pouvoir par le prolétariat ne s'effectue pas simultanément dans tous les pays ou même dans les principaux pays, et que les Etats prolétariens subsistent en face des Etats capitalistes, on doit admettre et même parfois reconnaître comme obligatoires des compro-

e) *Pacifisme et « militarisme rouge » ;*

f) *La défense de la patrie.*

mis dans le domaine de la politique extérieure des Etats prolétariens (commerce extérieur, emprunts, concessions, participation aux conférences générales et autres formes d'accords, y compris des accords militaires).

Cette politique, dictée chaque fois par des considérations d'opportunité, n'a pourtant rien de commun avec le pacifisme de principe. Au contraire, l'Internationale Communiste reconnaît entièrement aux Républiques prolétariennes le droit d'intervenir en faveur des exploités et des opprimés.

La question de la défense de la patrie ne peut plus être conçue sous la même forme qu'au début de la guerre, avant l'organisation d'un Etat prolétarien. Tout d'abord, le prolétariat de tous les pays doit défendre cet Etat prolétarien et même chercher à l'étendre, afin d'étendre la base de la révolution internationale. En second lieu, comme la formation de blocs entre les Etats prolétariens et quelques Etats bourgeois contre d'autres Etats bourgeois est complètement admissible en principe, la question de l'attitude à garder devant la guerre dépend de chaque cas particulier et doit être résolue en tenant compte du principe de l'opportunité ; quant à la stratégie de la lutte générale, elle doit être élaborée par l'Internationale Communiste.

IV. — *La voie menant à la Dictature du Prolétariat*

1° *LE PARTI ET SON ROLE.*

a) *Conquête des syndicats. Lutte pour l'influence sur la jeunesse et les ouvrières ;*

b) *Lutte contre le militarisme et l'impérialisme ;*

c) *Lutte contre les conséquences économiques de la crise d'après la guerre ;*

d) *Campagne en faveur de la Russie soviétiste ;*

e) *La discipline internationale Communiste.*

La condition d'une lutte efficace pour la dictature du prolétariat, est l'existence d'un Parti Communiste fortement cimenté, habitué aux combats, discipliné et centralisé. La première chose à faire pour arriver à la dictature du prolétariat est de consolider par tous les moyens les partis communistes. Ces partis doivent diriger la lutte des masses prolétariennes dans tous les domaines, profiter de toutes les possibilités pour soumettre à leur influence les masses ouvrières et répandre cette influence sur les masses laborieuses de la classe paysanne et de la petite bourgeoisie urbaine.

Dans la conquête des masses, la tâche la plus importante consiste à gagner les syndicats, à les soustraire à l'influence idéologique de la social-démocratie. Tant qu'on n'a pas conquis la majorité des syndiqués, il est impossible de réaliser la dictature du prolétariat. Il faut également accorder une attention particulière aux jeunes ouvriers, ainsi qu'aux ouvrières, de la conduite desquelles dépend dans une large mesure la situation, aussi bien durant la lutte pour la dictature que pendant la première phase de cette dictature.

Le rassemblement des masses sous le drapeau communiste doit s'effectuer à propos de toutes les questions importantes, et en premier lieu dans la lutte contre l'impérialisme et le militarisme, dans la lutte contre la menace des nouvelles guerres impérialistes, etc.

Le Parti Communiste doit également rallier à lui le prolétariat dans les questions liées à la lutte contre les conséquences économiques de la crise qui s'est manifestée pendant et après la guerre (cherté de la vie, chômage, allongement de la journée de travail, contre l'élévation des impôts, etc.).

La campagne en faveur de la Russie soviétiste, outre qu'elle fortifie cette dernière et rallie les masses autour de ce centre d'organisation anti-capitaliste, est un instrument puissant d'organisation entre les mains de la classe ouvrière internationale.

Pour coordonner ses actions et les diriger le plus rationnellement possible, le prolétariat international a besoin d'une discipline internationale, qui doit avant tout être observée dans les rangs du Parti Communiste. Cette discipline communiste internationale doit conduire à subordonner les intérêts privés et locaux du mouvement à ses intérêts généraux et durables, et à faire strictement exécuter toutes les décisions des organes dirigeants de l'Internationale Communiste.

Ce projet de programme, œuvre de Boukharine, a été déposé sur le bureau du 4^e Congrès mondial. Pas plus que les autres projets, il n'a fait l'objet d'une discussion quelconque. Boukharine s'est borné à prononcer, en séance publique, le fameux discours dont on a tant parlé et qu'on a trop peu lu.

N. BOUKARINE.

La question du Front Unique et du Gouvernement Ouvrier

Pour bien comprendre toute l'importance du problème du front unique et du gouvernement ouvrier, tel qu'il se pose en ce moment en Allemagne, et tel qu'il fut discuté au Congrès de Leipzig, il faut tenir compte des conditions toutes particulières dans lesquelles le mouvement ouvrier a évolué depuis la guerre.

Avant 1914, le Parti social-démocrate, fondé sur une organisation qui englobait des millions de membres, disposait d'une énorme puissance. Mais, dépourvu de tout esprit révolutionnaire, il ne sut tirer parti des forces dont il disposait et ne fit, pour ainsi dire, que fonctionner dans le vide sans arriver à des résultats palpables.

Aujourd'hui, il possède encore une grande partie de ses anciens effectifs, et sa position politique a été renforcée par sa fusion avec les Indépendants au congrès de Nuremberg. Mais son pouvoir d'action en faveur du prolétariat est resté aussi faible qu'il l'était sous Guillaume II. Après comme avant la Révolution, il se voit dans l'impuissance de réaliser les revendications ouvrières.

En face du Parti social-démocrate se dresse le Parti Communiste. Animé du vrai esprit révolutionnaire, il a fait revivre les traditions de Karl Marx, luttant contre les tendances réformistes. Mais son influence est loin de s'étendre sur des masses aussi considérables que celles sur lesquelles s'appuyait et s'appuie encore la social-démocratie.

La tactique du Front Unique

Le devoir du Parti Communiste est donc nettement tracé. Il doit, tout en gardant son esprit révolutionnaire et en évitant soigneusement de faire aucune concession qui puisse entamer l'intégrité de ses principes, s'efforcer de devenir le Parti de la classe ouvrière tout entière. Or, dans cet ordre d'idées, nous sommes obligés de constater que beaucoup des grandes organisations prolétariennes dont se servait l'ancien Parti socialiste, tels les *syndicats* et les *coopératives*, ne sont que partiellement gagnées aux idées de l'I. C. Ces organisations, grâce à la tactique des réformistes, sont devenues de plus en plus les instruments de la bourgeoisie ; il faut qu'elles redeviennent les organes de la classe ouvrière.

Mais le Parti Communiste doit non seulement savoir s'emparer des organisations déjà existantes pour les animer de son esprit révolutionnaire, il doit encore en créer et en développer de nouvelles, telles que les *Conseils d'usines*, les *Comités de contrôle* et les *Conseils ouvriers politiques*, qui puissent embrasser la classe ouvrière tout entière. C'est seulement lorsque toute la classe ouvrière sera organisée dans les *Conseils ouvriers* et les *Conseils d'usines* qu'elle pourra lutter contre la contre-révolution.

Dans la situation présente de l'Allemagne, le mouvement des *Conseils ouvriers* est le premier pas pour unir et organiser les masses, prêtes mener la lutte de classes révolutionnaire. Le Conseil national des *Conseils d'usines* a formulé des

thèses qui permettent de réaliser le front unique des prolétaires allemands. Il prévoit la formation d'organes qui aboutiront à susciter des mouvements de masses contre la bureaucratie des syndicats et du Parti Socialiste Unifié. Ainsi, les tentatives des chefs réformistes pour entraver la formation d'un front unique révolutionnaire, en créant la scission dans les syndicats, échoueront en face du pouvoir et de la volonté d'unité des masses prolétariennes, dont l'esprit révolutionnaire a été mis en éveil par le P. C. et par le mouvement des *Conseils d'usines*.

Le principe du Gouvernement Ouvrier

Pour comprendre ce que c'est que le gouvernement ouvrier, il faut, avant tout, éviter deux erreurs :

1° Il ne faut pas confondre gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat. *Le gouvernement ouvrier n'est pas la dictature du prolétariat*. C'est une étape vers la dictature du prolétariat ;

2° *Le gouvernement ouvrier n'est pas un paisible gouvernement légal et parlementaire*. En effet, est à prévoir qu'au moment où un gouvernement ouvrier se sera formé, il rencontrera une résistance acharnée de la part de la classe bourgeoise. Pour vaincre cette résistance, il faudra nécessairement qu'il recoure à des moyens révolutionnaires. Le gouvernement ouvrier est fondé sur l'idée de *tutte de classes*. Or, du moment où la classe ouvrière est organisée et se trouve face à face avec une classe bourgeoise, qui elle aussi est organisée, la lutte est inévitable et ne peut être menée par les voies légales que conçoit la bourgeoisie et sur le terrain des institutions que celle-ci s'est créées pour défendre ses intérêts.

Il est donc tout à fait faux de dire que le P. C., en voulant participer à un gouvernement ouvrier renonce à ses buts révolutionnaires.

Le P. C., avant de faire partie d'un gouvernement ouvrier, posera ses conditions. Ces conditions seront, avant tout, la participation des organes du front unique prolétarien (*Conseils d'usines*, etc.) à la législation et l'armement du prolétariat. Il est évident qu'il ne suffirait pas, pour être sûr que ces conditions fussent effectivement remplies, de s'en tenir aux promesses que pourraient faire à ce sujet les chefs réformistes. Il s'agit de tenir compte de la situation politique en général, d'évaluer, à un moment donné, les forces respectives de la bourgeoisie et du prolétariat, de mesurer le degré atteint par l'esprit combatif chez les ouvriers et, en même temps, de bien apprécier quelle est la force de résistance que pourra opposer à une tentative révolutionnaire la bureaucratie réformiste. De même, il est nécessaire que la lutte pour le gouvernement ouvrier n'entrave en rien la propagande du P. C. pour la dictature du prolétariat. Car, quelle que soit l'importance qu'on puisse attacher à l'institution d'un gouvernement ouvrier, celui-ci n'est toujours qu'un *stade préparatoire pour la conquête intégrale du pouvoir*, qui

devra être exercé par le prolétariat d'une façon dictatoriale.

Le Gouvernement Ouvrier dans les pays confédérés

Pour comprendre toute la complexité du problème du gouvernement ouvrier en Allemagne, il faut bien se rendre compte que, bien que, lors de la Révolution allemande, tous les princes aient été chassés des pays confédérés, la constitution de l'Empire allemand n'en a pas moins gardé, dans une large mesure, son caractère fédératif. Aussi la question du gouvernement ouvrier ne se pose-t-elle pas seulement pour l'empire dans son ensemble, mais encore pour chacun des Etats confédérés. Il se pourrait, en effet, très bien qu'il y eût un gouvernement ouvrier dans l'un ou l'autre des Etats, tandis que la plupart de ces Etats et le Reich continueraient à être gouvernés par une majorité bourgeoise. Quels seraient alors les rapports des Etats gouvernés par la classe ouvrière avec les autres Etats et avec le Reich ? Les gouvernements ouvriers dans les Etats confédérés auront pour devoir de lutter contre la politique réactionnaire des autres gouvernements et de celui du Reich. Ils devront faire le nécessaire pour que, dans les pays où ils dominent, les ouvriers soient armés, que la police, l'administration soient aux mains du prolétariat. Ils devront pourvoir à l'entretien des masses ouvrières aux frais de la bourgeoisie. Enfin, les gouvernements ouvriers des différents Etats confédérés devront s'unir entre eux et former un bloc rouge contre les gouvernements capitalistes des autres Etats et du Reich.

Rappelons à ce sujet que le problème du gouvernement ouvrier est en ce moment de toute actualité en Saxe.

Le gouvernement de Saxe

Le gouvernement de Saxe, depuis le 6 décembre 1922, était composé de membres du parti socialiste unifié qui gouvernaient avec l'appui des communistes. Or, les membres de ce gouvernement n'ayant pas fait leur devoir envers la classe ouvrière viennent d'être renversés, à la suite d'un vote de méfiance proposé par les communistes.

La question qui se pose en ce moment est celle de savoir quelle sera la composition du gouvernement qui va remplacer l'ancien gouvernement social-démocrate. Deux solutions se présentent : ou bien le parti social-démocrate fera la coalition avec les partis bourgeois — peu importe s'il faut étendre cette coalition jusqu'aux populistes — ou bien on procédera à la formation d'un gouvernement dans lequel entreraient les communistes.

Mais il ne suffirait pas aux communistes de détenir quelques sièges au ministère : ce qu'ils veulent et doivent vouloir, c'est la formation d'un gouvernement ouvrier. Or pour que cela puisse se faire, il faut que les conditions que nous avons énumérées plus haut soient remplies.

Le parti social-démocrate lui aussi prétend s'appuyer sur les travailleurs ; il déclare vouloir agir en union étroite avec les syndicats. On sait ce que cela veut dire. Il ne s'agit pas pour lui de prendre contact avec les masses organisées dans les syndicats, mais bien de s'entendre avec la bureaucratie syndicale réformiste. Les communistes, par contre, insistent pour que ce soient les masses ouvrières qui contrôlent leur gouvernement. Un gouvernement ouvrier selon eux doit s'appuyer sur les conseils d'usine et les comités de contrôle.

Voilà où en est en ce moment la question. L'exemple de la Saxe est une illustration intéressante de la façon dont il faut appliquer les thé-

ses du gouvernement ouvrier. Il ne suffit pas, on le voit, de répartir d'une manière toute numérique les sièges entre les deux partis, social-démocrate et communiste, en tenant compte du nombre de voix dont chacun dispose au Parlement. Il ne s'agit pas de savoir si tel portefeuille sera détenu par un socialiste majoritaire ou par un communiste. Il s'agit d'établir nettement que tous les ministres sans distinction de parti seront obligés de se conformer aux volontés de la classe ouvrière, exprimées par ses organes, et qu'aucun des deux partis ne pourra s'écarter des conditions qui auront été établies préalablement.

Voici un extrait du manifeste qu'adresse le Congrès de Leipzig aux ouvriers de Saxe et qui nous paraît très bien résumer les points de vue que nous venons de développer :

Ne souffrez pas, dit ce manifeste, que vos chefs fassent une coalition avec les exploités capitalistes et les bourreaux de la bourgeoisie. Contraindez-les à faire le front unique avec la classe ouvrière tout entière. Le prolétariat allemand et le prolétariat de Saxe sont à la veille de luttes d'une extrême gravité. Vous devez être prêts à l'action. Vous devez être armés et entraîner avec vous les tièdes et ceux qui renoncent au combat. Le danger d'une nouvelle guerre qui vous menace, les fascistes qui tous les jours deviennent plus audacieux, la bourgeoisie qui de plus en plus vous exploite vont vous forcer à prendre une décision. Ou bien vous obtiendrez votre liberté par la lutte ou bien votre sort sera l'esclavage.

Le 6 décembre 1922 fut formé, dans le pays de Saxe, un gouvernement socialiste. Le 30 janvier 1923, le ministre Buck-Lipinski donna sa démission, par suite d'un vote de défiance émanant des communistes.

La tactique suivie par les chefs social-démocrates est parvenue à livrer le prolétariat allemand à Stinnes et au militarisme français. La catastrophe est imminente. Le prolétariat est menacé de la famine et du chômage. Les ouvriers ne veulent pas d'un front unique avec Cuno. Les prolétaires veulent entreprendre la lutte en commun contre le fascisme.

Le gouvernement social-démocrate a protégé les fascistes. Le ministre de la police Lipinski a donné l'hospitalité à des populistes contre-révolutionnaires, tandis qu'il incitait les ouvriers de Leipzig à refuser au Congrès du Parti Communiste l'autorisation de siéger dans leur ville. Il n'y a plus qu'un seul moyen de trouver une solution à la crise actuelle et de se protéger contre le fascisme. A la violence de la bourgeoisie, il faut opposer celle de la classe ouvrière.

Le Congrès des conseils d'usine de Saxe avait, après la victoire des ouvriers aux élections, décidé que les partis ouvriers feraient l'unité de front pour la défense prolétarienne contre les bandes armées de la bourgeoisie. Il avait invité les prolétaires à former un gouvernement ouvrier fondé sur les organes extra-parlementaires du prolétariat. Une partie seulement du prolétariat saxon se rallia aux directives de ce Congrès. Cela n'a pas suffi à forcer les chefs réformistes à entreprendre la lutte. Il faut que la masse ouvrière tout entière se décide à suivre la politique qui lui fut dictée par les conseils d'usines.

Camarades, rassemblez d'urgence un second conseil d'usine et instaurez le gouvernement ouvrier.

Alix GULLAIN.

PAUL FRELICH

La Terreur Blanche en Allemagne

Une brochure : 1 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité.

L'Occupation de la Ruhr et la Lutte du Proletariat Allemand

La situation du proletariat allemand avant l'occupation

La situation du proletariat allemand était déjà très pénible avant l'occupation. Avec l'aide des social-démocrates, la bourgeoisie était parvenue à rejeter tout le fardeau du traité de Versailles sur les ouvriers. Depuis l'été de 1920, les salariés ne recevaient que 90 % de leurs salaires, les 10 % restant allant dans la caisse de l'Etat pour servir au paiement des réparations. A cet impôt direct sur la classe ouvrière s'ajoutèrent, en 1921, des impôts indirects considérables qui se montent à des centaines de milliards et qui frappent la consommation des espèces laborieuses : sucre, café, chocolat, etc.

Par contre, ce n'est qu'en 1922 qu'on établit les rôles des contributions directes frappant la bourgeoisie pour les années 1920 et 1921, alors que le mark ne valait plus que 1/8000^e de dollar, tandis que les bénéfices réalisés par la bourgeoisie (en 1920 et 1921) l'avaient été en marks valant 1/37^e de dollar.

Quant à l'emprunt forcé que la social-démocratie avait demandé qu'on lève sur la bourgeoisie, en contre-partie des impôts indirects, il n'y en a encore que 3 % qui ait été versé.

Plus encore que par les impôts, le proletariat a été réduit à la misère par la baisse du mark.

C'est à partir de l'été 1922 que le mark a baissé catastrophiquement : de 200 marks, le dollar est monté à 10.000 marks en quelques mois. Ce fut la ruine totale pour les petits rentiers. Quant aux ouvriers, l'augmentation de leurs salaires non seulement était en retard sur la hausse des prix, mais elle n'arrivait même jamais à correspondre à celle-ci. La viande, le beurre, le café, le sucre et le lait même pour les enfants ont disparu de la table de l'ouvrier allemand. Aujourd'hui, la masse se nourrit exclusivement de pommes de terre, de pain noir, d'un « ersatz » de café, et de margarine. Il est impossible de renouveler linge ou chaussures.

Mais en même temps l'abaissement du mark procure de gros bénéfices aux industriels dont il réduit les dettes, et à tous les gros spéculateurs. Il a supprimé les classes intermédiaires et a creusé l'abîme entre le riche et le pauvre. Chez une toute petite minorité règne un luxe inconnu avant la guerre. En revanche, la misère des grandes masses de la population est pire qu'elle ne fut jamais tout au cours du dix-neuvième siècle.

La politique réformiste a fait perdre à l'ouvrier allemand toutes ses conquêtes de 1918 ; la journée de huit heures seule lui restait. Mais la bourgeoisie était déjà en train de la lui enlever. Le 11 novembre 1922, Stinnes disait au Conseil économique du Reich : « Il faut dire à tous les Allemands : on ne peut pas perdre une guerre et travailler 2 heures de moins qu'auparavant. Les Allemands devront travailler dans les dix à quinze années qui viennent dix à douze heures. »

La situation était donc celle-ci : le peuple était ruiné, l'Etat n'avait que des dettes, la haute bourgeoisie était maîtresse de tout, après la domination économique elle s'appretait à s'emparer totalement du pouvoir politique.

Dans les circonstances, deux voies seules s'ouvraient pour la classe ouvrière : ou bien suivre les conseils des social-démocrates disant qu'il fallait reconstruire l'Allemagne en union avec la haute bourgeoisie, c'était comme conséquence la misère complète pour le proletariat allemand et la suppression de toute possibilité de mener la lutte de classes : c'était « la voie autrichienne ».

L'autre voie conduisait à former le front unique du proletariat et à lutter pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier qui aurait comme objectifs essentiels l'armement du proletariat, la confiscation d'une grosse partie des propriétés de la haute bourgeoisie pour payer les réparations et délivrer la classe ouvrière du poids des impôts.

Par ailleurs, la misère des classes intermédiaires servait le nationalisme allemand qui faisait valoir à la petite bourgeoisie que du temps du kaiser sa situation était meilleure et que c'était, par conséquent, la République, le traité de Versailles, la journée de huit heures, le socialisme, « les ouvriers » qui étaient la cause de sa misère.

C'est chez ces petits bourgeois ruinés que se recrutèrent les bandes armées de la haute bourgeoisie nationaliste. Celles-ci sont particulièrement fortes en Bavière et en Prusse orientale, mais elles étendent leurs ramifications sur toute l'Allemagne.

L'occupation de la Ruhr

L'occupation de la Ruhr a accéléré la marche de tous ces phénomènes.

Le dollar est passé de 10.000 à 50.000 marks, d'où nouveaux profits considérables pour la bourgeoisie, nouvelle vague énorme de cherté de vie, aggravation de la misère pour les masses.

La propagande nationaliste a reçu un nouvel aliment : « Le Français, l'ennemi héréditaire, est la cause de la misère allemande. Tous les Allemands doivent faire le front unique contre lui. »

Malgré la situation favorable, cette propagande n'a pas réussi à entraîner les ouvriers, mais la petite bourgeoisie a vu son nationalisme s'exacerber. Et, à chaque nouvelle mesure de répression, celui-ci s'aggrave encore. Le danger d'une réaction en Allemagne s'accroît d'heure en heure.

Les ouvriers de la Ruhr

entre deux ennemis

Il était d'une importance capitale, à la fois pour la bourgeoisie allemande et pour les généraux français d'avoir avec soi les ouvriers.

Les uns et les autres ont cherché à attirer dans

leur camp le prolétariat de la Ruhr et ils n'ont pas regardé à la dépense pour y arriver.

Les généraux français exploitent consciemment la haine de la classe ouvrière allemande pour ses maîtres. Dans son discours aux journalistes à Essen, De-goutte a rappelé qu'en 1920 et en 1921 c'était la bourgeoisie allemande qui avait fait couler le sang ouvrier allemand dans la Ruhr. Les agents de propagande français rappellent à chaque instant que les révolutionnaires de 20 et 21 ont pu se réfugier dans les pays occupés. Les généraux français répètent à chaque occasion que les troupes françaises sont entrées dans la Ruhr contre les bourgeois, non contre les ouvriers.

A Dusseldorf, les troupes ont utilisé les cuisines roulantes pour donner à manger aux miséreux. Un général français est venu y goûter la soupe, et il a demandé combien de généraux allemands avant 1918 avaient ainsi goûté la soupe du peuple.

Quand une délégation se présente chez un général français, celui-ci demande d'abord où sont les ouvriers, et il cause exclusivement avec eux.

De nombreux agents français sillonnent la Ruhr, agissant dans le même sens.

Du côté allemand, mêmes efforts :

Quand un directeur est arrêté par les Français, on essaye de constituer dans l'usine une « commission de libération » composée surtout d'ouvriers, et, si possible, contenant un ouvrier communiste. On la constitue le plus rapidement possible, sans demander l'avis des autres ouvriers, et on les met sur l'auto à destination d'un général. Les capitalistes savent bien que cette délégation n'aura pas satisfaction, mais ce qui importe c'est de donner à la fois à l'occupant et à la classe ouvrière du reste de l'Allemagne l'illusion que « l'union sacrée » est réalisée dans la Ruhr. C'est pour cela qu'on ne se fatigue point d'aller chez « l'ennemi héréditaire », et quand un général a refusé la libération, on prétend qu'on s'est trompé, on n'est pas allé chez le bon général, on n'a vu qu'un « petit général » (generalchen), et il faut aller chez le « grand général ». Nouvelle balade de la commission de libération, dont tous les membres sont naturellement fort choyés durant tout le temps de leur délégation : bons dîners avec viande et bière, etc...

Plus encore que les « commissions de libération », la grève de protestation est à la mode. Quoi qu'il arrive, un directeur arrêté, un maire condamné, un fonctionnaire expulsé, on essaye de déclencher une grève, en promettant la plupart du temps que les grévistes seront payés pour leurs journées de grève.

Les premiers temps, les ouvriers se laissaient ainsi mettre en grève. Mais rapidement ils virent qu'on les utilisait ainsi dans l'intérêt de la bourgeoisie allemande et maintenant leur attitude est nette : on ne fait plus grève pour les directeurs.

Lorsque, à Hamborn, le fief de Thyssen et un des centres les plus révolutionnaires de la Ruhr, les partis bourgeois ont proposé au conseil municipal de nommer Fritz Thyssen, après sa condamnation, « ehrenbürger » (bourgeois honoraire) de la ville de Hamborn, les communistes proposèrent de nommer Marcel Cachin au lieu de Fritz Thyssen, Cachin ayant combattu l'occupation de la Ruhr plus que Thyssen, et l'ayant combattue dans l'intérêt de la

classe ouvrière, non dans celui des industriels. Le représentant de Thyssen déclara alors que si la proposition concernant Thyssen n'était pas adoptée à l'unanimité, il était probable que celui-ci n'accepterait pas. La proposition fut alors retirée, tant on ne voulait point montrer la cassure entre ouvriers et patrons,

Après six semaines d'occupation, le prolétariat de la Ruhr voit nettement que des deux côtés on essaie de l'amadouer pour des fins étrangères à son propre sort et il s'efforce entre ses deux ennemis de mener sa propre lutte, dans son propre intérêt, d'accord avec les ouvriers français.

Les chefs de l'occupation disent qu'ils ne sont pas venus contre les ouvriers, mais en réalité celle-ci se tourne dès maintenant contre les intérêts vitaux de la classe ouvrière.

D'abord, la vie augmente par suite de l'occupation. Ensuite, le bouleversement de toute la vie économique dans la Ruhr, la Rhénanie, et à un moindre degré dans le restant de l'Allemagne, se retourne contre l'ouvrier.

Les Français ont occupé les gares ; les cheminots ont alors, avec raison, refusé de travailler sous la menace des baionnettes, et les ouvriers de la Ruhr qui habitent souvent d'autres villes que celles où ils travaillent, doivent perdre deux, trois, quatre, cinq heures pour aller à leur travail par le tram au lieu du chemin de fer, ce qui leur fait des journées de 12 et 14 heures.

Le blocus de la Ruhr a amené une réduction des trains dans toute l'Allemagne. Les usines manquent également de charbon, d'où chômage. A Dusseldorf et ailleurs, il y a déjà des milliers de chômeurs et des dizaines de milliers d'ouvriers travaillant à temps réduit. Le chômage atteint tout le reste de la population minière.

Par suite de l'occupation, l'ouvrier allemand est donc menacé de la perte de son travail et de la réaction allemande dont l'influence politique et les possibilités d'action augmentent chaque jour en raison de la politique agressive des Français.

L'ouvrier allemand est donc forcé de commencer sa lutte à lui contre l'occupation.

La situation est très difficile : il doit lutter contre une force armée puissante, et cela dans une situation où son « ennemi héréditaire », la bourgeoisie allemande, lutte à sa façon et pour ses intérêts contre le même ennemi.

Le prolétariat de la Ruhr ne veut à aucun prix constituer « l'union sacrée » avec les Thyssen et les Krupp, les préfets et les policiers contre l'impérialisme français. L'occupation rend la lutte du prolétaire allemand contre la bourgeoisie allemande très ardue ; elle permet à ces grands brigands que sont les capitalistes allemands d'apparaître comme des héros nationaux, persécutés dans l'intérêt de la patrie.

Lutter à la fois contre le capitalisme allemand et le militarisme français n'est possible au prolétariat allemand que s'il est assuré d'une aide active et résolue de la part du prolétariat français.

Les ouvriers de la Ruhr et de la Rhénanie espèrent que le prolétariat français remplira dans ces circonstances — et d'ailleurs cela dans son propre intérêt — son devoir de solidarité internationale.

Kate POHL.

Chronique Internationale

POLOGNE

Notre camarade polonais, Stanislas Lankuczky, vient de faire paraître un intéressant petit livre sur le P. P. S. (Parti Polonais Socialiste). Empruntons-lui quelques renseignements.

Après l'écroulement de la II^e Internationale, le P. P. S. s'est trouvé isolé de Londres et de Vienne, tant il s'était complètement mis au service du nouvel impérialisme polonais. L'union de Vienne le taxa de suite de militarisme et de chauvinisme. Quant à la II^e Internationale, l'opinion des « ennemis de la Pologne » y domine. Le Labour Party a condamné l'agression polonaise contre la Russie des Soviets. Le citoyen Niedzilakowsky (*Robotnik* du 4 août 1921) a justifié la sortie du P.P.S. de la II^e Internationale en dénonçant celle-ci comme s'étant solidarisée avec Scheidemann... et les conquérants bolcheviks. A la même époque, M. Biniszkiwicz déclarait : « Nous pouvons pour le moment nous passer d'une internationale ! »... Et M. Diamond, le député, renchérisait : « La solidarité des partis socialistes est un idéal inaccessible. En dépit des intérêts de classes communs, tous les partis ne visent que leurs intérêts nationaux. De là, les surprises de la guerre. »

Voilà bien une opinion... socialiste.

Aujourd'hui, le social-chauvinisme exacerbé du P. P. S. a deux résultats : à l'extérieur, l'isolement complet de ce parti ; à l'intérieur sa dissolution morale. Les progrès de celle-ci sont rapides. Qu'on en juge :

Ce n'est qu'en 1919, à la suite des trahisons de l'« Indépendance », que naquit la première opposition dans le P.P.S. à Varsovie et dans le bassin houiller de Dombrow.

En 1921, une « gauche » s'organise à l'intérieur du parti. Le secrétaire général du parti, Sochaki, est à sa tête. C'est la conséquence des luttes intérieures déchainées par la politique de P.P.S. en 1920. En septembre 1921, ce groupe adhère au parti communiste polonais.

En mai 1921, le député de Jaroslaw (Galicie), Lankuczky sort du parti et adhère au parti communiste. L'organisation de sa circonscription se joint à lui, ainsi qu'une partie de l'organisation de Przemysl.

Toute l'organisation du district de Posnanie sort du P.P.S. en juin 1921.

Un vieux militant du parti, le Dr Drobner, et des centaines d'autres, à Trzebinia, Krosno, Jaworzno, Jaslo, Wieliczka (mines de Galicie) sont, à la même époque, frappés d'une mesure de suspension à cause de leur opposition au sein du parti ; ils en sortent bientôt.

Dans les régions de la Silésie devenue tchèque (Teschen) la majorité de l'organisation du P.P.S. en sortit en 1921, de même que les militants les plus en vue des organisations locales, pour adhérer au parti communiste.

Un important groupe ouvrier de Haute-Silésie sort

en 1920 du P.P.S. pour adhérer au Parti Communiste de Silésie. Un an plus tard, un groupe de syndiqués, en tête duquel se place un membre du Conseil du Parti, Wityk, suit cet exemple.

En 1921, la majorité de la section américaine du P.P.S. en sort et rejoint le Parti Ouvrier Américain (sympathisant à l'I. C.).

Ainsi s'émiette le Parti Socialiste Polonais, le plus souvent au profit de notre partie. Il reste cependant, numériquement puissant. Ouvriers et paysans attachés le suivent encore nombreux. Il a eu aux élections de 1922, 400.000 voix de plus qu'en 1919-20 par suite de l'agrandissement du territoire du pays ; son pourcentage de suffrages s'est également accru (10,3 p. 100 du total des voix au lieu de 8,8 p. 100). Il a réuni 906.000 voix contre 126.000 reçues par notre parti, clandestin il est vrai, persécuté et empêché par tous les moyens de se manifester. Ces faits montrent combien est nécessaire la tactique du front uni.

Z. LEDER.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

G. ZINOVIEV

N. LÉNINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur